



## Solidarité avec les migrant-es

Le 27 octobre la « Jungle » de Calais a été expulsée. Quelques jours après, le 4 novembre, les campements de Jaurès et de Stalingrad à Paris ont été eux aussi vidés. D'une ville à l'autre, les autorités (État, préfecture et municipalité) ont joué sur deux fronts : l'un répressif, avec des centaines de policiers déployés avec toute la violence que cela comprend, et l'autre humanitaire avec l'appui d'associations telles que Emmaüs, la Vie active. Dans les deux situations, on a pu entendre des promesses de solutions « dignes », celles de l'hébergement, de l'étude des demandes d'asile, etc.

À Calais, la plupart des personnes qui vivaient dans la *Jungle* ont été emmenées à travers tout le pays dans des Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO), nouvel outil en matière de politiques migratoires en dehors de tout cadre légal et réglementaire. Ce sont en quelque sorte des sous-centres pour demandeurs/euses d'asile et des pré-centres de rétention où s'opère un tri. D'une certaine façon, l'État français expérimente ainsi « l'approche hotspot » voulue par l'Union Européenne mais à l'échelle du territoire national.

À Paris, les migrant-es ont eux/elles été emmené-es pour certain-es dans des centres d'hébergement d'urgence, pour d'autres dans des gymnases, où a-t-on dit « leurs situations seraient étudiées au cas par cas ». Pour preuve, les dizaines de salarié-es et bénévoles de l'OFII et de France Terre d'Asile présent-es sur place. Aucune des revendications que les migrant-es avaient rédigé dans un communiqué quelques jours auparavant n'ont été entendu-es. Le 3 novembre, des centaines de personnes ont répondu à l'appel des migrant-es à se rassembler avenue de Flandres pour soutenir leurs revendications. Après quelques jours, beaucoup de migrant-es sont retourné-es à la rue.

Police et charité sont les deux faces d'une même monnaie, celle de la sélection, du tri, de dispersion. À travers ces expulsions, et les pseudo-solutions proposées, se dévoile sans peine la politique européenne en matière de gestion des frontières : séparer les « bons demandeurs d'asile » des autres, appliquer des quotas, en accueillir quelques un-es pour en expulser le plus grand nombre. La dispersion répond également à la nécessité pour l'État de casser ce qu'il ne contrôle pas : la solidarité qui se développe, l'auto-organisation pour passer les frontières, la prise en main par les migrant-es eux/elles-mêmes de leurs revendications. Dans les médias, le gouvernement et ses pseudo-spécialistes lancent à tue-tête les éternels épouvantails de mafia, passeurs, réseaux criminels...

**Il est urgent de reprendre des initiatives larges en solidarité avec les migrant-es et de soutenir leurs revendications et leurs luttes. Contre-rassemblements et manifestations se sont multipliés ces dernières semaines dans des villes et villages face aux appels à la haine raciste d'élus de droite et du front national à se rassembler contre l'hébergement de migrant-es dans leurs communes. Deux manifestations de soutien ont déjà eu lieu à Paris en novembre et décembre.**

Les migrant-es fuient la guerre, la dictature ou la misère. Ce sont aussi des travailleurs/ses, souvent exploité-es par des patrons sans scrupules qui, en l'occurrence, fonctionnent comme de vraies mafias.

Il est aussi urgent d'établir vrai service public d'accueil des migrant-es – avec des moyens conséquents, du personnel formé en nombre suffisant et avec un vrai statut – pour pallier les conditions de travail déplorables, la précarité et le sous-effectif subit par les salarié-e-s des CAO, CADA, etc.

**Plus que jamais :  
liberté de circulation & d'installation !**